Décision individuelle

N° DI - 2019-122

Pétitionnaire : Parc National des Calanques
Nature de la demande : Travaux Construction Installation
Localisation : Mont Rose – Callelongue – Marseillanveyre – Morgiou – Sugiton - Frioul
Nature des Travaux : Pose d’éco-compteurs

Le Directeur de l’établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles L.331-4, R. 331-18, R.331-19 III, R 331-67 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 7 II.7. 1° « les travaux nécessaires à la réalisation par l’établissement public du parc de ses missions »

Vu l’arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l’article R. 331-19-1 du code de l’environnement ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d’application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 11 et 12 ;

Vu l’arrêté portant renouvellement des membres du conseil scientifique de l’établissement public du Parc national des Calanques, en date du 30/01/2019 ;

Vu la délibération n° CS-2012-06 du conseil scientifique de l’établissement public du Parc national des Calanques, en date du 16/07/2012, portant délégation de compétence consultative à son Président ;

Vu l’arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l’Établissement public du Parc national des Calanques ;

Considérant la demande formulée par François Bland Directeur du Parc national des Calanques en date du 7 mai 2019 ;

Considérant l’avis favorable du président du Conseil scientifique du Parc national des Calanques en date du 13 mai 2019

Considérant que ce projet a fait l’objet d’une évaluation des incidences au titre de Natura 2000, qui a révélé la présence dans la zone considérée d’espèces protégées et d’habitats d’intérêt communautaire ; que des mesures d’évitement sont prises pour éviter tout impact sur les espèces et habitats d’intérêt communautaire ;

Considérant que les travaux projetés sont conformes aux dispositions des textes susvisés,
ARRETE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande
Dans le cadre de l’autorisation spéciale prévue au 1° du l. de l’article L. 331-4 du code de l’environnement, François Bland Directeur du Parc national des Calanques est autorisé à installer 15 éco-compteurs situés dans le cœur du Parc national des Calanques.

Article 2 : Prescriptions
La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. Le périmètre des travaux sera conforme au dossier fourni intégrant la prise en compte des espèces protégées ;
2. L’entreprise sera sensibilisée à la présence des espèces à enjeu à proximité des zones de pose, de sorte à éviter tout impact du fait des travaux ;
3. Le site, à la clôture des travaux, devra être laissé dans un parfait état de propreté. Tous les déchets devront être évacués.

Article 3 : Durée de validité de l’autorisation

Article 4 : Mesures de contrôle
La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l’objet de contrôle mentionnés à l’article L.170-1 du code de l’environnement.

Article 5 : Sanctions
Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 : Autres obligations
La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire, et autres autorisations nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Article 7 : Publication

À Marseille, le 13 mai 2019,

Le Directeur

François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l’autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.